

Hervé Ladsous, chef des casques bleus, passe en revue la situation au Mali, en RCA et en RDC... «Nous allons aider l'Etat centrafricain à réexister».

1 - Invité Afrique : La situation au Mali, en RCA et en RDC, vue par le chef des casques bleus Hervé Ladsous

RFI, Par Christophe Boisbouvier - Diffusion : mardi 16 décembre 2014



Hervé Ladsous, chef des Casques bleus des Nations unies Monusco

Joseph Kabila qui dénonce les injonctions de l'étranger au Congo Kinshasa, la reprise des attaques terroristes en Nord Mali, le calendrier controversé en Centrafrique... Autant de questions sur lesquelles s'exprime Hervé Ladsous, le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix. Le chef des casques bleus de l'ONU participe au forum de Dakar où il répond aux questions de Christophe Boisbouvier.

RFI : Lors du Forum de Dakar, vous avez souligné que le Mali et la Centrafrique ont connu le même modèle d'intervention militaire en trois temps, un : la France, deux : l'Afrique, trois : l'ONU, mais au vu de la recrudescence des attaques jihadistes au nord du Mali, êtes-vous sûr que ce soit un bon modèle ?

Hervé Ladsous : Ce qui a changé la situation au Mali, c'est clairement l'opération militaire de reconquête du nord du Mali par les autorités maliennes. [Parce que l'armée malienne a été forcée d'évacuer pour l'essentiel, le nord du pays au moment où les Français réduisaient l'opération Serval.](#) Les Nations unies se sont retrouvées le principal empêcheur de danser en rond pour tous ces jihadistes et ses trafiquants en tout genre. C'est ainsi que nous sommes devenus leur cible.

Donc ce qui a posé problème, c'est la défaite de l'armée malienne au mois de mai dernier ?

Ça a été clairement un facteur très aggravant. Et maintenant ce qu'il faut, c'est, pour nous et nous nous y attachons, avec le soutien résolu du Conseil de sécurité, nous montrer beaucoup plus proactifs sur le terrain, beaucoup plus mobile, renforcer les équipements et notamment les équipements techniques de sécurité, tout ce qui a trait au déminage, la lutte contre les engins explosifs improvisés.

Est-ce qu'il faut renforcer le mandat, est-ce qu'il faut consolider ce mandat ?

La discussion au Conseil de sécurité a montré, et c'était mon avis d'ailleurs, que le mandat est suffisamment robuste.

Ce n'est pas ce que disent les présidents malien IBK et nigérien Mahamadou Issoufou ?

Oui, mais le Conseil de sécurité en a décidé ainsi dans sa sagesse. Ce qui compte c'est la manière dont ce mandat est impliqué. C'est la raison pour laquelle je vous parlais d'opérations plus robustes et c'est ce que nous faisons.

Est-ce la raison pour laquelle les hommes ont changé, le Néerlandais Bert Koenders est remplacé par le Tunisien Mongi Hamdi ?

Je crois qu'il y a un temps pour tout. Effectivement, nous vivons une nouvelle phase de la Minusma (Mission de l'ONU au Mali), [avec un nouveau représentant spécial, avec aussi un nouveau commandant de force](#). Ce n'est pas une raison de faire peser un quelconque discrédit sur ceux qui ont géré la première phase, ils l'ont très bien fait. Mais maintenant des hommes nouveaux vont prendre les choses en main, des hommes et des femmes, et c'est comme ça que les choses doivent être.

Des casques bleus qui sortent plus souvent de leur caserne, et qui vont plus au contact sur le terrain ?

Absolument, c'est vraiment la mobilité qui est la clé de tout. Et on retombe sur les problèmes d'équipement, un certain nombre d'unités n'avaient pas assez de blindés, de camions, de 4x4...

Le départ de l'ancien commandant de force, le général rwandais Jean Bosco Kazura, est-ce aussi parce que plusieurs ONG l'ont mis en cause dans des violations de droits de l'homme qui ont été commises pas le FPR (Front patriotique rwandais) en 1994 au Rwanda ?

[Le général Kasura a fait un excellent travail](#), les allégations de certains, je pense, n'ont pas été démontrées.

Mais le secrétariat général des Nations unies n'a-t-il pas consulté le Haut-Commissariat des droits de l'homme à Genève et le TPIR à Arusha ?

Comme nous le faisons régulièrement. Ni le Commissariat aux droits de l'homme, ni le Tribunal pénal international pour le Rwanda n'ont pu nous apporter de témoignage conclusif.

En Centrafrique, les Français sont très directifs, ils demandent à madame la présidente Catherine Samba-Panza d'organiser une présidentielle et des législatives au plus tard au milieu de l'année 2015 (avant le mois d'août), mais au vu du chaos actuel, notamment dans le Nord, est-ce que c'est réaliste ?

Je pense que ce ne sera pas facile, mais les Nations unies appuient totalement cette demande, car une transition ça doit avoir une fin.

Mais vous croyez franchement que d'ici le mois d'août, on pourra enrôler les électeurs et désarmer tous les anti-balaka et tous les Seleka ?

C'est jouable. Ce ne sera pas facile, mais les experts pensent que c'est jouable.

Au Congo Kinshasa, vous avait lancé un ultimatum aux rebelles hutus rwandais des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), « Si vous ne désarmez pas avant le 2 janvier, la Monusco (La Mission de l'ONU en RDC) va reprendre ces opérations militaires dans l'est du pays ». Est-ce que ça tient toujours ?

C'est un ultimatum qui a été lancé par les pays de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), honnêtement en six mois, on n'a pas vu grand-chose. Le nombre de ceux qui se sont rendus est extrêmement modeste. Donc, il vient un jour où il faut passer à l'action et je pense que ce 2 janvier sera l'occasion de le faire.

A Kinshasa, dans son discours à la Nation, ce lundi, le président Kabila a déclaré que la présence de 20 000 casques bleus dans son pays ne se justifiait plus ?

J'ai entendu ce message. Oui il va falloir réduire, il va falloir discuter avec le gouvernement congolais d'une stratégie de sortie à l'horizon de trois ans, quatre ans, cinq ans. Est-ce que je suis à ce stade ? Il ne faut surtout pas agir avec précipitation, ce qu'il ne faudrait pas en réduisant trop vite le volume des troupes de casques bleus qui sont sur le terrain, nous ne fragilisons tous ces acquis qui ont été coûteux à tout point de vue. C'est un processus que l'on va gérer dans le dialogue avec les autorités congolaises.

Depuis plusieurs mois, la communauté internationale réclame un calendrier électoral d'ici la présidentielle de novembre 2016, mais Kinshasa fait la sourde oreille. Est-ce que vous craignez un glissement de ce calendrier dans le temps ?

Certains le disent, moi je crois qu'il y a des échéances qui sont constitutionnelles et que, une Constitution, ça se respecte.

Scott Campbell, le principal responsable des droits de l'homme à la Monusco vient d'être expulsé de Kinshasa, c'était justifié à vos yeux ou pas ?

Non. J'ai protesté vigoureusement auprès du secrétaire général et lui-même d'ailleurs auprès du gouvernement congolais, ce ne sont pas des gestes qui conviennent.

Comment vous l'interprétez, cette expulsion ?

Je crois que c'est toujours une tentation pour un gouvernement que de se débarrasser de quelqu'un qui dit les choses un peu trop vraies, ça dérange et pourtant ce n'est pas excusable.

Et cette expulsion, est-ce que ce n'est pas une mesure de représailles aux démarches que fait la communauté internationale pour le respect du calendrier électoral ?

Je ne sais pas si on peut faire un lien, en tout cas c'était vraiment inacceptable, je le redis.

Et vous craignez qu'il y ait un dérapage de ce calendrier et que l'on ne vote pas en novembre 2016 comme prévu ?

Je ne veux pas faire le pari du pire, je veux croire que les choses vont se passer comme elles doivent se passer.

<http://www.rfi.fr/emission/20141216-onu-herve-ladsous-chef-casques-bleus-objectif-etre-proactifs/>

2 - Invité Afrique : Hervé Ladsous: «Nous allons aider l'Etat centrafricain à réexister»

RFI, Par Laurent Correau - Diffusion : lundi 18 août 2014



Hervé Ladsous, le secrétaire général adjoint des Nations unies en charge des opérations de maintien de la paix
Arès Siradag / RFI

Le 15 septembre prochain, la Minusca, une force des Nations unies, doit prendre le relais de la Misca, la force africaine actuellement déployée en Centrafrique. A moins d'un mois de l'échéance, où en sont les préparatifs ? Quelles sont les difficultés qui restent à résoudre ? Le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, expose le calendrier de ce déploiement et se veut rassurant sur les délais de mise en place de cette future force internationale.

RFI : Dans un mois la Minusca, [la Mission des Nations unies en Centrafrique, prendra le relais de la force africaine qui est déjà sur place](#), la Misca. A un mois de cette échéance, où en êtes-vous des préparatifs ?

Hervé Ladsous : Nous avons poussé les feux par tous les moyens. Il y a deux axes de travail. Le premier, c'est, évidemment, de faire passer sous Casques bleus les soldats de la Misca. Il y a encore un sérieux problème de mise au niveau des normes onusiennes pour ces troupes. Donc, nous ne nous arrêterons pas de lancer des appels à différents pays, à différentes organisations pour qu'ils aident ces contingents à être aussi bien équipés que possible. C'est un problème surtout d'équipement. Et puis, en parallèle, nous avons un plafond qui nous a été fixé par le Conseil de sécurité [10 000 soldats et 1 800 policiers pourraient être présents en Centrafrique [selon la résolution 2419 de l'ONU](#), NDLR]. Il nous faut donc trouver plusieurs bataillons complémentaires. Nous en avons trouvé, nous pouvons citer le Maroc, le Bangladesh, le Pakistan. Nous n'arriverons pas d'emblée, le 15 septembre, au plafond, mais les choses seront bien engagées et seront aussi opérationnelles que possible.

Les documents officiels disent que la force sera déployée sur 45 sites en Centrafrique et 24 bases d'opérations. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que cela signifie qu'il y aura une présence de la Minusca dans 24 localités du pays ?

C'est l'objectif. Nous aurons, en plus de l'état-major de Bangui, trois états-majors régionaux. Chacun de ces états-majors de région essaïmera, dans les principales localités de la région militaire en question, pour créer les conditions d'une sécurisation. Au fur et à mesure que les effectifs croîtront, nous déploierons davantage de compagnies et également des petites équipes civiles, autant que de besoin, pour aider l'Etat centrafricain à exister à nouveau en province.

Nous avons passé un accord avec le gouvernement centrafricain, sur ce que l'on appelle les « mesures temporaires d'urgence ». Cet accord nous permettra, en appui à la police et à la justice centrafricaine qui sont en cours de reconstitution, de déployer des enquêteurs, des procureurs, des magistrats et aussi, il faut bien le dire, de gardiens de prison. Il s'agit vraiment de trouver un remède à ce qui est un moteur de la crise centrafricaine depuis des décennies : le problème de l'impunité.

La mise en place de la force suppose aussi tout un programme important d'achat de matériels en matière de transport terrestre, de communication, d'informatique. Tout ce matériel, a priori, ne sera pas disponible tout de suite. Il va falloir plusieurs mois, c'est bien cela ?

On a déjà fait un gros effort sur le plan des matériels de télécommunication. Nous avons mis en place tout ce qu'il faut pour qu'un réseau dédié fonctionne. Et il fonctionne actuellement. Après, il faudra effectivement compléter tous les moyens de transport terrestre : les camions, les véhicules blindés. Et puis, surtout, les équipements aériens. C'est tout simplement un problème de disponibilité des hélicoptères militaires à travers le monde. Mais je suis confiant dans le fait que la première unité d'hélicoptère militaire sera en place pour le 15 septembre.

Une seule unité d'hélicoptère militaire ?

Une seule unité avec d'autres qui sont en cours d'acheminement, si ça ne se produit pas le 15 septembre, ça se produira dans les semaines qui suivront, mais très vite en tout cas.

Est-ce qu'en matière de transport terrestre, vous faites face au même problème ?

C'est surtout un problème d'acheminement. Cela prend du temps. En puis, arriver à Bangui, c'est bien, mais encore faut-il pouvoir ensuite se déployer ailleurs en province.

Les documents officiels prévoient que le Minusca soit présente sur quatre terrains d'aviation. Est-ce que cela veut dire, très concrètement, qu'il a fallu refaire certaines pistes, les doter en équipement ?

Absolument. Nous avons des équipes du génie, dont l'une des priorités est de remettre en état, d'améliorer ou d'allonger les pistes d'aviation. Vous savez, je suis allé il n'y a pas très longtemps à Kaga-Bandoro. La piste d'aviation permet d'y accueillir des petits appareils, et c'est une piste en latérite : en saison des pluies, ce n'est pas idéal. Là aussi, il faut y travailler. C'est ce que font les unités du génie. Ça, et construire les bases et les camps.

C'est-à-dire que vous avez d'ores et déjà construit des bases et des camps ?

Nous sommes en train de le faire et les trois quartiers généraux de province dont je vous parlais seront opérationnels pour le 15 septembre.

Et pour ce qui est des autres bases ?

Pour les autres bases, on verra en fonction des besoins.

L'un des projets liés au déploiement de la Minusma en Centrafrique avait fait polémique. Il s'agit d'une installation de la Minusca sur le site de l'aéroport de MPoko, tout au bout des pistes, qui obligeait des milliers de déplacés présents à cet endroit d'abandonner le peu qu'ils avaient réussi à reconstruire. Est-ce qu'une solution a pu être trouvée ?

Je crois que la solution elle se trouve petit à petit, par les faits. C'est-à-dire que l'amélioration des conditions de sécurité dans Bangui a fait qu'un certain nombre de déplacés, qui étaient effectivement sur le site de l'aéroport, sont repartis chez eux. Reste que l'aéroport de Bangui n'est pas équipé idéalement pour recevoir beaucoup de gros-porteurs. Cela va être une question d'organisation, de logistique. Mais, encore une fois, certainement pas au détriment de ces personnes déplacées dont le sort, évidemment, reste une préoccupation majeure.

<http://www.rfi.fr/emission/20140818-herve-ladsous-rca-minusca-aider-etat-centrafricain-reexister/>